

ANALYSE

REPRISE ÉCONOMIQUE

5 principales politiques publiques pour soutenir le marché boursier



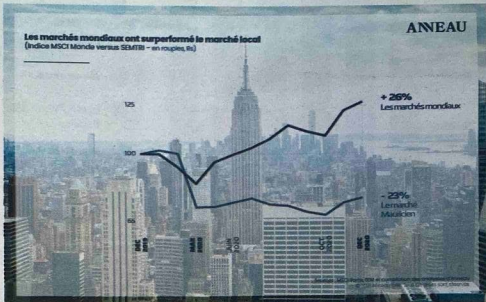
AMIT BAKHIRTA, MBA
FOUNDER & CEO, ANNEAU

« La patience est amère, mais son fruit est doux... »
Jean Jacques Rousseau

Les marchés mondiaux, ainsi que le marché boursier local ont fortement chuté en mars 2020, alors que les pays se confinaient et que les économies se sont arrêtées. Cependant, à mesure que la compréhension biologique du virus devient plus profonde et précise, les taux de mortalité ont commencé à chuter. Les gouvernements ont alors apporté un soutien fiscal, les banques centrales un apaisement monétaire (sans précédent), les marchés mondiaux se sont retournés sélectivement comme prévu, et très fortement. Ainsi mesurés par l'indice MSCI Monde, les marchés internationaux ont gagné 26 % en 2020 (en roupies) ! Croissance nette des actions mondiales. Notre marché boursier local ne s'est cependant pas redressé et, en 2020, avait perdu 23 % (indice SEMTR). Nos frontières sont restées obstinément fermées (nous espérons rouvrir en mars) et sans aucune visibilité sur sa réouverture, le secteur du tourisme local et ses secteurs annexes sont dans le flou. Cela reste une grande préoccupation pour le marché boursier local. Ci-après, nous identifions cinq humbles réponses des politiques publiques qui pourraient apporter un soutien indispensable au marché boursier local.

PROGRAMME D'ACHATS D'ACTIFS (FAPP) PAR LA MIC

La première mesure politique qui pourrait être judicieusement mise en œuvre par la Banque de Maurice (BOM) est un programme d'achat d'actifs par la Mauritius Investment Corporation (MIC). Il serait logiquement absurde pour la MIC d'aider les sociétés cotées avec un soutien financier par la dette et des quasi-fonds propres et de ne pas se protéger avec une



La première mesure politique qui pourrait être judicieusement mise en œuvre par la BOM est un programme d'achat d'actifs par la MIC.

exposition aux actions ordinaires (dans des sociétés dignes d'exposition). Par conséquent, la MIC devrait également prendre le cas échéant sélectivement, des expositions aux actions des sociétés cotées ; y compris les banques cotées localement. Ces expositions ont une logique d'investissement, mais elles servent également d'outil de gestion des risques. Les investisseurs locaux et étrangers, nous sommes convaincus, applaudiront cette mesure.

AUGMENTATION DE L'ALLOCATION DES FONDS PROPRES LOCAUX PAR LES FONDS DE PENSION PUBLICS ET PRIVÉS

Deuxièmement, les fonds de pension publics et privés locaux devraient tactiquement surpondérer les actions locales par rapport aux actions mondiales (ou les bénéfices peuvent être comptabilisés antérieurement à cette forte hausse de 2020). Nous manquons en effet de lignes directrices prudentielles réglementaires à cet égard, mais les politiques publiques peuvent être extrêmement efficaces : les plus grandes caisses de retraite nationales ont historiquement eu une exposition relativement « sous-pondérée » au marché boursier local (compte tenu de

sa taille relativement petite et de son manque de liquidité), mais une surpondération sélective. D'autant plus que le marché est 24 % moins cher aujourd'hui qu'il y a un an, est logique. Une part importante des programmes de relance budgétaire américains et européens a été détournée vers les marchés de la dette et des actions. Ces mesures politiques tendent à putréfier les primes de risque et la dynamique des marchés de capitaux à très court terme. Mais à moyen et à long terme, les effets de distorsion sont susceptibles d'être absorbés par les forces du marché. D'un point de vue tactique, lorsqu'un tiers ou plus des actifs des fonds de pension sont apparemment « stérilisés » dans des instruments à revenu fixe à rendement « très faible » à négatif, une telle politique publique sera extrêmement favorable.

REMBOURSEMENT FISCAL PLAFONNÉ POUR LES ENTREPRISES PRIVÉES ET LES PARTICULIERS INVESTISSANT SUR LA SEM

Troisièmement, les entreprises privées et les particuliers investissant (primo acquéreurs) sur le marché boursier local en actions locales pourraient bénéficier d'une exonération fiscale plafonnée sur les revenus imposables. Non

seulement cela s'aligne dans la politique de l'exécutif visant à aider notre peuple à passer d'une nation d'épargnants à une nation d'investisseurs, mais cela pourrait vraisemblablement sauver le moment idéal pour fournir un tel soutien aux Mauriciens. Nonobstant cela, notre peuple (ménage domestique privé) se retrouve avec environ 317 milliards de roupies d'épargne en juin 2020 (un énorme 157 % de la capitalisation boursière du SEM) qui leur rapporte de 0,25 % à 0,40 % par an en comptes de dépôt/épargne !

UN ADÈS DE CONGÉ DES FRAIS FSC, CDS ET SEM POUR LES TRANSACTIONS PRIMO LOCALES

Quatrièmement, ces mêmes particuliers et entreprises peuvent en outre bénéficier d'une dispense de frais exceptionnelle (solutions exceptionnelles à des problèmes exceptionnels). Ce qui les incitera davantage à investir sur le marché boursier national. Cela doit de toute évidence être plafonné, mais l'essence de cette incitation est susceptible de susciter un intérêt accru des investisseurs pour notre bourse locale ; aussi « bon marché » que la bourse est actuellement.

PLANS DE FINANCEMENT D' ACTIONS PAR LES BANQUES COMMERCIALES GARANTIS PAR UNE LIGNE DE CRÉDIT SUPPLÉMENTAIRE PAR LA BANQUE DE MAURICE

Cinquièmement, de manière cohérente et en conclusion, nos banques commerciales locales peuvent être incitées à offrir un « financement d'actions » (« equity financing ») aux

Compte tenu de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas et des niveaux historiquement toujours bas du marché boursier, il est judicieux de recourir à l'effet de levier.

entreprises et aux particuliers avec ; disons (sélectivement) un LTV (« ratio prêt/valeur ») de 0,85 pendant un an via une ligne de crédit spéciale et des « taux préférentiels » de BOM. Compte tenu de l'environnement actuel de taux d'intérêt bas et des niveaux historiquement toujours bas du marché boursier, il est judicieux de recourir à l'effet de levier ; en particulier en ce qui concerne la mobilisation des capitaux propres. Par conséquent, les banques commerciales (soutenues par la BOM) peuvent aider ces investisseurs « qualifiés » avec le financement nécessaire pour participer à une reprise économique indispensable.

POSTLUDE

Le temps presse souvent lorsqu'il s'agit de politiques publiques économiques. Plus les prix des actifs sont élevés, moins les banques locales et les bilans des secteurs financiers sont soumis à une pression et il y a plus d'optimisme et de confiance dans l'économie. En outre, plus les prix des actifs sélectifs sont élevés, plus la stérilisation des collatéraux cotés est faible dans le secteur bancaire et donc un assouplissement des conditions de financement et un relâchement des mécanismes de transmission monétaire.

En faisant des dispositions tactiques, un des plus grands tacticiens de tous les temps, Sun Tzu préconise sagement que le plus haut niveau d'efficacité que l'on puisse atteindre est en les dissimulant ! Certes, mais aussi sagement, « de bonnes tactiques peuvent sauver la pire stratégie. Une mauvaise tactique détruira la meilleure stratégie... » George S. Patton.

Anneau est une société de services financiers agréée et réglementée par la Financial Services Commission à Maurice.